

# Prenons enfin des mesures tangibles pour renforcer la formation professionnelle!

La formation professionnelle duale est incontestablement un des piliers du miracle suisse. C'est en grande partie grâce à elle que notre pays connaît le plein emploi et un taux de chômage des jeunes extrêmement bas. Il est, par ailleurs, de plus en plus manifeste que la formation professionnelle supérieure joue un rôle déterminant dans la carrière des travailleurs et des cadres, notamment celle des femmes. Si la formation professionnelle jouit aujourd'hui à juste titre d'un statut élevé, cela n'a pas toujours été le cas. Avant qu'une année officielle ne célèbre en 2014 sa valeur pour la société et l'économie, il a fallu une résolution de l'Union suisse des arts et métiers (Usam) en 1994, suivie par deux décennies d'efforts.



**Hans-Ulrich Bigler**  
Directeur de l'Union  
suisse des arts et  
métiers usam

Ces vingt dernières années, l'Usam a dû sans cesse replacer la formation professionnelle en haut de l'agenda politique, afin que se mettent en place progressivement les différents éléments du modèle de réussite que nous connaissons aujourd'hui: la loi sur la formation professionnelle, l'article constitutionnel sur l'équivalence entre formations académique et professionnelle ou le développement d'un système éducatif souple et perméable. Le diamant brut encore sous-estimé qu'était alors la formation professionnelle est devenu au fil des ans une pierre précieuse. Depuis le 1<sup>er</sup> août dernier, en tout cas, il ne fait plus de doute que sa valeur se soit imposée. Premier représentant d'une organisation faîtière de l'économie suisse à prendre la parole sur la prairie du Grütli, le conseiller national Jean-François Rime, président de l'Usam, a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur de la formation professionnelle.

Pour atteindre un tel niveau de réussite, le chemin n'a pas été sans embûches. Il faudra, en outre, encore compter sur des réticences et des hésitations, si les représentants d'autres filières de formation se sentent (à tort) opprimés par le potentiel évident de la formation professionnelle et ses succès. Si bien que lorsqu'il s'agit de la renforcer, ils appuient sur le frein. Résultat: depuis l'élaboration de la loi sur la formation professionnelle en 2002 et son entrée en vigueur en 2004, nous avons reporté cette question d'année en année sans avancer véritablement, alors qu'il y a urgence.

## Les bonnes intentions doivent se traduire par des mesures concrètes

La pénurie de travailleurs qualifiés s'accroîtra en Suisse, ne serait-ce qu'en raison de l'évolution démographique. La mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse crée des défis supplémentaires, que nous devons relever en renforçant la formation professionnelle. Dans ce contexte, l'initiative du Conseil fédéral visant à combattre la pénurie de personnel qualifié est souvent présentée comme la solution. Cette approche est certes bien intentionnée, mais elle ne sert pas à grand-chose si elle se fige juste au moment où il faut agir et formuler

des propositions concrètes pour renforcer la formation professionnelle. Cela s'est produit encore récemment: le Conseil fédéral et le Sefri se sont vivement opposés – sans rien proposer d'autre – à l'idée de compléter les diplômes de la formation professionnelle supérieure par des traductions en anglais et des mentions compréhensibles, telles que «Professional Bachelor» ou «Professional Master», pour que leurs titulaires puissent mieux se positionner sur le marché du travail. C'est seulement grâce aux efforts de l'Usam que le Conseil national a finalement approuvé une motion dans ce sens. Il appartient maintenant au Conseil des États d'envoyer un signal fort sur cette question, obligeant ainsi le Conseil fédéral et l'administration à agir.

Le «Lehrplan 21» nécessite également beaucoup d'énergie. Ce plan d'études doit faire de l'orientation professionnelle une branche obligatoire dans les écoles de Suisse alémanique. C'est seulement par une préparation structurée au choix du métier que nous parviendrons à susciter l'enthousiasme des élèves pour l'apprentissage, mais aussi à convaincre parents et enseignants des qualités de la formation professionnelle initiale. De surcroît, cela peut réduire les interruptions d'apprentissage.

L'équivalence entre formations académique et professionnelle, imposée par la Constitution, doit enfin être mise en œuvre. Il faut par exemple qu'un futur maître-menuisier reçoive pour sa formation professionnelle supérieure le même soutien financier que celui accordé depuis longtemps aux étudiants suivant des formations académiques. Nous ne pouvons pas laisser ces jeunes professionnels payer eux-mêmes plusieurs dizaines de milliers de francs pour se former, alors que les universitaires bénéficient d'aides généreuses.

Tels sont les questions à traiter absolument et pour lesquelles il faut des décisions claires, afin de renforcer le système dual. La formation professionnelle sera, dès lors, prête pour l'avenir si nous desserrons le frein à main et prenons enfin des mesures tangibles pour faire avancer les projets en souffrance.